

LE POI INFORME : COMMUNIQUÉ DU POI DES ALPES-MARITIMES

Fermer des lits de réanimation va-t-il aider à lutter contre l'épidémie de Covid ?

Alors qu'un nouveau confinement entre en vigueur afin, nous dit-on, de ne pas saturer les services de réanimation, Nice-Matin nous apprend, le 31 mars, que :

« En pleine crise Covid-19, un service de réanimation va fermer à Nice »

« *Débordés de malades, usés par des mois de lutte, les soignants de l'hôpital privé gériatrique des Sources (Nice-Nord) ont appris, par mail, que leur service sera transféré au CHU de Nice en septembre. Quelques lignes. Brutes. Abruptes pour les soignants de la clinique des Sources qui ont appris « comme ça, en pleine crise Covid, sans plus d'explications », que c'était la fin. La fin de la réa. (...) Un couperet qui tombe alors que le service déborde. Que les huit de lits de réa ne suffisent plus. Et que, selon nos informations, des lits de soins continus, pas prévus pour ça, accueillent officieusement des patients en détresse. Et sont transformés en urgence en lits de réa non déclarés. Un mail comme un uppercut pour l'équipe usée par des mois de lutte contre la Covid. « Ça me fait mal », lâche le peu disert chef de service (...) Une blouse blanche, deuxième, troisième vague, 12 heures par jour, pas de répit, pas de nuit: « On se bat pour donner une chance à nos patients, ceux trop âgés selon l'hôpital. Que vont-ils devenir? Ceux dont on dit qu'ils sont trop vieux et qu'ils peuvent terminer seuls dans un couloir ? » ».*

Tandis que la cheffe du pôle réanimation anesthésie de l'hôpital s'interroge sur « *la prise en charge des plus de 80 ans* ». Comment en est-on arrivé là ? Le pays n'aurait-il plus les moyens de soigner sa population ? Faudrait-il accepter les suppressions de lits, le tri des malades, la réduction des moyens et les restructurations engagées dans le seul objectif de réduire les dépenses de santé ?

Le budget des armées a augmenté de 1,7 milliards en 2021, pour atteindre le **record** de 39,2 milliards d'euros, et il faudrait s'interroger sur la pertinence de la prise en charge des malades âgés par manque de moyens hospitaliers ?

Dans quel monde veulent-ils nous entraîner ?

Depuis des années, Macron tente de nous embrouiller et de nous habituer aux contre-sens. Pour sauver la SNCF, il faudrait fermer des lignes ferroviaires. Pour sauver l'école, il faudrait fermer des classes. Pour sauver l'hôpital, il faudrait fermer des lits !

Pendant que ce petit monde, réuni à l'occasion de dîners clandestins dans de luxueux salons parisiens, décide des fermetures de lits, le peuple emprisonné doit se tenir sage. L'hypocrisie et le cynisme atteignent des sommets.

Comme disait Shakespeare :

« L'enfer est vide, tous les démons sont ici. »

La fermeture des lits de réanimation des Sources est « *contrainte par les directives du projet régional de santé de l'ARS* », sous la tutelle directe du Ministre de la Santé Olivier Véran.

Interrogée, l'ARS a répondu : *"Ce sujet est extrêmement sensible. Rien n'est fait. Nous ne voulons pas de polémique, nous recevrons les médecins concernés prochainement"*. On les comprend : surtout, pas de vague ! Toute la panoplie de la manipulation et du trucage est de sortie : *« Ce n'est pas une fermeture, c'est un transfert vers le CHU » !*

Sauf que, comme le relève Nice-Matin : *« Ça a l'air simple... Sauf qu'avant la crise Covid, le CHU n'avait pas pu, lui-même, ouvrir six lits de réa, faute de médecins et infirmiers qualifiés. Incapable d'armer ses propres lits (hors plan blanc exceptionnel): comment l'hôpital pourra-t-il dès lors absorber les Sources ? ».*

Manipulation, cynisme et impasse du système

Macron a donc promis 10 000 lits de réanimation. Mais « *où ouvrir ces lits* », s'interroge Nice Matin (2 avril) :

« *Les hôpitaux publics du département – qui abritent 80% des lits de réanimation – sont confrontés à un déficit chronique de personnel soignant, alors que ces lits réclament d'importantes ressources humaines. Les cliniques privées du département, qui ont déjà des unités de surveillance continue (sortes d'antichambre à la réanimation), ont bien obtenu une autorisation temporaire d'ouverture de lits de réanimation; mais elles n'ont pas de personnel à leur dédier. (...) Et surtout, qu'adviendra-t-il après la crise de ces lits éphémères qu'elles auront créés? Faudra-t-il tout démanteler? Une perspective peu souriante... et peu incitative. Le décor étant planté, on se demande bien où et comment de nouveaux lits pourront ouvrir. Nous n'avons d'ailleurs pu obtenir aucune réponse, à ce stade, des instances sanitaires. »*

Comment ne pas faire le lien avec l'hôpital Hôtel-Dieu à Paris, où 100 lits de réanimations sont armés et prêts à servir ? Le gouvernement refuse de les ouvrir, au motif que si on ouvre ces lits, il sera ensuite impossible de les fermer ! Et pour cause : l'Hôtel-Dieu doit fermer pour être transformé en hôtel de luxe.

Pour le gouvernement, les restructurations doivent continuer, coûte que coûte. En conséquence de quoi, Macron déclare, le doigt sur la couture du pantalon : nous ne pouvons pas faire autrement que confiner.

**Nous n'acceptons pas ! Nous ne lâcherons rien !
Maintien des lits de réanimation des Sources !
Arrêt immédiat des restructurations hospitalières !
Création immédiate de tous les postes nécessaires !
Rétablissement de toutes les libertés !
Abrogation de l'Etat d'urgence !**

Nice, le 5 avril 2021